B. Documents de travail soumis au Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux à sa quatrième session (Vienne, 4-15 octobre 1982)

1. NOTE DU SECRÉTARIAT : LOI TYPE SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL; PROJETS D'ARTICLES PREMIER À 24 RELATIFS AU CHAMP D'APPLICATION, À LA CONVENTION D'ARBITRAGE, AUX ARBITRES ET À LA PROCÉDURE ARBITRALE (A/CN.9/WG.II/WP.37)^a

Note d'introduction

1. On trouvera dans le présent document de travail des avant-projets d'articles relatifs au champ d'application, à la convention d'arbitrage, aux arbitres et à la procédure arbitrale, établis par le Secrétariat conformément aux conclusions du Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux à sa troisième session (New York, 16-26 février 1982). Des documents de travail séparés traiteront des autres chapitres (sentence, recours) et des questions dont le Groupe de travail a demandé qu'elles fassent l'objet de nouvelles études (par exemple, l'assistance des tribunaux en matière de preuve, le comblement des lacunes et l'adaptation des contrats), ou qu'il a été proposé d'ajouter à la loi type (notification de l'arbitrage, requêtes et réponses, langue, clôture de la procédure arbitrale).

2. On a indiqué, dans les notes accompagnant les projets d'articles, les paragraphes pertinents du rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa troisième session, publié sous la cote A/CN.9/216^b. Afin qu'il soit plus facile de se référer à ce rapport et au rapport de base sur les éléments éventuels de la loi type (A/CN.9/207)^c, on a conservé, pour présenter les projets d'articles, la structure et le classement de ces rapports. Cet ordre de présentation n'influera en rien sur la structure finale de la loi type et sera modifié lorsqu'on se sera fait une image plus claire de son contenu. De même, les titres et sous-titres utilisés dans ces rapports ont été conservés pour les mêmes raisons dans le présent document, mais il n'est pas pour autant proposé d'en faire les titres et sous-titres des chapitres ou sections de la future loi type.

^a 15 juillet 1982. Mentionné au paragraphe 87 (première partie, A) du Rapport.

^b Annuaire . . . 1982, deuxième partie, III, A.

^c Annuaire . . . 1981, deuxième partie, III.

¹ On trouvera les débats et conclusions pertinentes du Groupe de travail aux paragraphes 16 à 21 du document A/CN.9/216.

² Les variantes A et B divergent avant tout de par leur structure et leur rédaction; en outre, la variante B est plus détaillée et porte sur certains aspects non traités dans la variante A [voir l'article premier B, 2 et 3].

³ Si l'on décide que, dans cette dernière hypothèse, le différend a un caractère «international», il faudra probablement exprimer cette extension dans le cadre de la procédure d'arbitrage, mais non dans la convention d'arbitrage, car, au moment de la conclusion de la convention, il peut être difficile de déterminer si tel ou tel bien fera l'objet d'un litige.

⁴ Le premier facteur mentionné («le contrat et son exécution») est repris de l'alinéa a de l'article 10 de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (Annuaire . . . 1980, troisième partie, I, B). Si le second («la conclusion de la conven-

Projets d'articles premier à 24 d'une loi type sur l'arbitrage commercial international

I. Champ d'application¹

Variante A²:

Article premier A

La présente Loi s'applique :

a) Aux conventions d'arbitrage conclues par des parties à une transaction commerciale [ou économique], lorsque celles-ci ont leur établissement dans des Etats différents, [ou si leur établissement se situe dans le même Etat, lorsque le contrat qu'elles ont conclu est exécuté hors de cet Etat, ou lorsque l'objet du différend consiste en des biens situés hors dudit Etat]³; si une partie a plus d'un établissement, l'établissement à prendre en considération est celui qui a la relation la plus étroite avec [le contrat et son exécution] [la conclusion de la convention d'arbitrage]⁴;

b) A la préparation et à la conduite de la procédure arbitrale sur la base des conventions visées à l'alinéa a;

c) Aux sentences arbitrales rendues lors des procédures visées à l'alinéa b.

Variante B:

Article premier B

1) La présente loi s'applique à l'arbitrage commercial international, tel que défini aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

2) Le terme «arbitrage» désigne les conventions d'arbitrage, la préparation et la conduite des procédures d'arbitrage fondées sur de telles conventions, qu'elles soient ou non confiées à une institution permanente d'arbitrage, ainsi que les sentences arbitrales en résultant.

3) Le terme «commercial» qualifie le règlement d'un différend né de toute transaction commerciale [ou de relations économiques similaires] [, y compris la fourniture ou l'échange de marchandises, la construction d'usines, le financement, les coentreprises et d'autres formes de

tion d'arbitrage») est proposé, c'est parce qu'il permettrait de trancher sans ambiguïté, même lorsque le contrat — ou une convention d'arbitrage séparée — est négocié et conclu avec la succursale d'une entreprise, alors qu'une autre succursale, dans un Etat différent, est chargée de l'exécution.

coopération entre entreprises et la prestation de services, à l'exception d'un travail effectué en vertu d'un contrat de travail]⁵.

4) Le terme «international» s'applique lorsque la convention d'arbitrage est conclue par des parties dont l'établissement se situe dans des Etats différents [ou, si elles ont leur établissement dans le même Etat, lorsque le contrat doit être exécuté hors dudit Etat, ou lorsque l'objet du différend consiste en des biens situés hors dudit Etat]⁶. Si une partie a plus d'un établissement, l'établissement à prendre en considération est celui qui a la relation la plus étroite avec [le contrat et son exécution] [la conclusion de la convention d'arbitrage]⁷.

II. Convention d'arbitrage

1.-3. Forme, contenu, parties, domaine⁸

Article 2⁹

Une «convention d'arbitrage» est une convention par laquelle [les parties] [des personnes physiques ou morales de droit privé ou public] s'engagent à soumettre à l'arbitrage tous les différends ou certains des différends qui se sont élevés ou pourraient s'élever entre elles au sujet d'un rapport de droit déterminé, contractuel ou non contractuel [, portant sur une question susceptible d'être réglée par convention entre les parties en vertu de la législation applicable].

Article 3

1) La convention d'arbitrage, qu'il s'agisse d'une clause compromissoire dans un contrat ou d'une convention séparée, est [conclue ou attestée] sous forme écrite.

2) Le terme «convention écrite» désigne toute convention figurant dans un document signé par les parties ou contenue dans un échange de lettres, de télégrammes ou de communications sous une autre forme [visible et] suffisamment permanente¹⁰. La référence, dans un contrat,

à des conditions générales contenant une clause compromissoire vaut convention d'arbitrage, à condition que le contrat soit par écrit. [Cependant, il y a également convention d'arbitrage lorsque, dans son offre, sa contre-offre ou sa confirmation de contrats écrits, une partie à un contrat se réfère à des conditions générales — ou utilise une formule de contrat ou un contrat type — contenant une clause compromissoire et que l'autre partie n'émet pas d'objection, à condition que la législation applicable admette la formation de contrats de cette manière]¹¹.

4. Possibilité de disjoindre la clause compromissoire¹²

Article 4¹³

Aux fins de la détermination de la compétence du tribunal arbitral, une clause compromissoire faisant partie d'un contrat sera considérée comme une convention distincte des autres clauses du contrat. La constatation de la nullité du contrat par le tribunal arbitral n'entraîne pas de plein droit la nullité de la clause compromissoire.

5. Effet de la convention¹⁴

Article 5¹⁵

Le tribunal, saisi d'un litige sur une question au sujet de laquelle les parties ont conclu une convention d'arbitrage, renverra les parties à l'arbitrage, à la demande de l'une d'elles, à moins qu'il ne constate que ladite convention est caduque, inopérante ou non susceptible d'être appliquée.

Article 6¹⁶

Une demande de mesures provisoires adressée par l'une ou l'autre partie à un tribunal, que ce soit avant ou

⁵ Cette liste non exhaustive, qu'il faudra encore préciser, est présentée comme base de discussion, afin de déterminer s'il faudrait expliquer au moyen d'exemples le terme général «commercial» (ou «économique»), ou ne pas le définir.

⁶ Voir la note 3.

⁷ Voir la note 4.

⁸ On trouvera les débats et conclusions pertinents du Groupe de travail aux paragraphes 22 à 31 du document A/CN.9/216.

⁹ Ce projet de disposition reprend le paragraphe 1 de l'article II de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York en 1958 [Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 330, n° 4 739 (1959), p. 38] (ci-après dénommée la «Convention de New York de 1958»), si ce n'est quelques modifications ou amendements apportés comme suite aux propositions du Groupe de travail.

¹⁰ Les derniers mots de cette phrase ont pour objet d'inciter le Groupe de travail à envisager quels moyens modernes de communication devraient être admis et quelles conditions requises, notamment pour ce qui est des communications électroniques.

¹¹ On notera que, si cette dernière disposition s'écarte de l'exigence de l'écrit en reconnaissant un écrit par une seule des parties, elle s'en écarte beaucoup moins que, par exemple, l'article I (2) a de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international (Genève, 1961) [Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 484, n° 7 041 (1963-1964), p. 484] qui reconnaît, dans les rapports entre pays dont les lois n'imposent pas la forme écrite à la convention d'arbitrage, toute convention conclue dans les formes permises par ces lois.

¹² On trouvera les débats et la conclusion pertinents du Groupe de travail au paragraphe 34 du document A/CN.9/216.

¹³ Ce projet de disposition se fonde sur le paragraphe 2 de l'article 21 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. La question qui y est liée, le «déclinatoire de compétence arbitrale», est traitée au paragraphe 4 de la section V, conformément à la classification adoptée dans le rapport; elle pourra cependant être jointe ultérieurement à la disposition relative à la disjonction.

¹⁴ On trouvera les débats et conclusions pertinents du Groupe de travail aux paragraphes 35 à 39 du document A/CN.9/216.

¹⁵ Ce projet de disposition s'inspire du paragraphe 3 de l'article II de la Convention de New York de 1958.

¹⁶ Ce projet de disposition reprend le paragraphe 3 de l'article 26 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

pendant la procédure arbitrale, ne doit pas être considérée comme incompatible avec la convention d'arbitrage ni comme une renonciation au droit de se prévaloir de ladite convention.

III. Arbitres

1.-2. Qualifications, récusation (et remplacement)¹⁷

Article 7

Tout arbitre dont la nomination est envisagée signale à ceux qui l'ont pressenti toutes circonstances de nature à soulever des doutes sérieux sur son impartialité ou sur son indépendance. Une fois qu'il a été nommé ou choisi, un arbitre signale lesdites circonstances aux parties, s'il ne l'a déjà fait¹⁸.

Article 8¹⁹

- 1) Tout arbitre peut être récusé s'il existe des circonstances de nature à soulever des doutes sérieux sur son impartialité ou son indépendance.
- 2) Une partie ne peut récuser l'arbitre qu'elle a désigné que pour une cause dont elle a eu connaissance après cette désignation.

Article 9

- 1) Sous réserve des dispositions de l'article 10, les parties sont libres de convenir de la procédure de récusation de l'arbitre.
- 2) Faute d'un tel accord, on se conformera à la procédure suivante²⁰ :

a) Toute partie qui souhaite récuser un arbitre doit, dans les 15 jours suivant la date à laquelle elle a eu connaissance de la nomination dudit arbitre ou des circonstances visées aux articles 7 et 8, envoyer à l'autre partie et à tous les arbitres une notification écrite et motivée;

b) Lorsqu'un arbitre a été récusé par une partie, l'autre partie peut accepter la récusation. L'arbitre récusé peut également se déporter. Cette acceptation ou ce déport n'impliquent pas reconnaissance des motifs de la récusation;

c) Si, dans un délai de [20] jours après la récusation, l'autre partie n'accepte pas la récusation et que l'arbitre récusé ne se déporte pas, [la décision relative à la récusation est prise par l'Autorité visée à l'article 17] [la partie récusante ne peut soumettre ses objections à un tribunal que lors d'une action en annulation de la sentence ou de tout recours contre la reconnaissance et l'exécution de la sentence]²¹.

Article 10

Si, dans le cadre de la procédure de récusation convenue par les parties, l'arbitre récusé ne se déporte pas, ou que la récusation n'est pas acceptée par la personne ou l'organe chargé de trancher, la partie récusante [peut prier l'Autorité visée à l'article 17 de prendre une décision définitive à propos de la récusation] [ne peut soumettre ses objections à un tribunal que lors d'une action en annulation de la sentence ou de tout recours contre la reconnaissance et l'exécution de la sentence]²².

Article 11²³

A moins que des parties n'en soient convenues autrement, la procédure ci-après sera suivie [en cas de carence de l'arbitre] [si l'arbitre ne s'acquitte pas de ses fonctions conformément aux instructions des parties, ni d'une manière impartiale, appropriée et diligente] ou en cas d'impossibilité de droit ou de fait d'un arbitre de remplir sa mission :

- a) Toute partie souhaitant, pour une de ces raisons, qu'il soit mis fin au mandat d'un arbitre envoie à l'autre partie et à tous les arbitres une notification écrite et motivée;
- b) Si, dans un délai de [20] jours après la notification, l'autre partie n'accepte pas qu'il soit mis fin au mandat de l'arbitre et que celui-ci ne se déporte pas, la partie peut prier l'Autorité visée à l'article 17 de trancher.

¹⁷ On trouvera les débats et conclusions pertinents du Groupe de travail aux paragraphes 42 à 45, 50, 52 et 75 du document A/CN.9/216. Les dispositions de cette section pourront être ultérieurement placées à la suite de celles relatives à la nomination des arbitres.

¹⁸ Ce projet de disposition reprend l'article 9 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

¹⁹ Ce projet de disposition reprend l'article 10 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

²⁰ La procédure proposée est, pour l'essentiel, celle décrite aux articles 11 et 12 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, sinon qu'elle ne comporte pas de dispositions prévoyant la participation d'une autorité de nomination désignée par les parties.

²¹ La première variante, qui prévoit qu'une décision définitive sera prise à propos de la récusation, peut contribuer à éviter retards et controverses durant la procédure d'arbitrage et à réduire le risque d'une annulation ultérieure de la sentence, donc à éviter une perte de temps et d'argent. Cependant, on pourra peut-être retenir la deuxième variante étant donné qu'en général, dans la pratique, un arbitre récusé pour des raisons sérieuses se déporte.

²² Ce projet de disposition vise à réglementer les recours dont peut se prévaloir une partie ayant récusé sans succès un arbitre dans le cadre de la procédure convenue par les parties. Selon les variantes qui seront retenues par le Groupe de travail aux articles 9 et 10, cette partie pourrait recourir à l'Autorité désignée qui prendrait une décision définitive, ou bien ne pourrait recourir à un tribunal durant la procédure arbitrale, même si la procédure de récusation convenue par les parties envisage la possibilité d'une intervention judiciaire.

²³ Ce projet de disposition se fonde, en substance, sur le paragraphe 2 de l'article 13 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, mais il énonce la procédure à suivre dans un tel cas, au lieu de se référer en général aux dispositions relatives à la récusation.

Article 12

Lorsqu'il est mis fin au mandat d'un arbitre ou en cas de décès ou de démission d'un arbitre durant la procédure arbitrale, un arbitre remplaçant est nommé conformément aux règles qui étaient applicables à la nomination de l'arbitre remplacé, à moins que les parties ne conviennent d'une autre procédure de nomination [ou ne décident de clore la procédure arbitrale]²⁴.

3.-4. Nombre d'arbitres et nomination des arbitres²⁵**Article 13**

- 1) Dans les arbitrages régis par la présente Loi, les ressortissants de tout Etat peuvent être nommés arbitres.
- 2) Une convention d'arbitrage n'est pas valide [si] [dans la mesure où]²⁶ elle donne à une partie une position privilégiée en matière de nomination des arbitres.

Article 14

- 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, les parties sont libres de convenir du nombre d'arbitres.
- 2) Faute d'une telle convention,

Variante A :

trois arbitres sont nommés.

Variante B :

le nombre d'arbitres est égal au nombre de parties, mais augmenté d'une unité si les parties sont en nombre pair.

Variante C :

un arbitre unique est nommé.

Article 15

- 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, les parties sont libres de convenir de la procédure de nomination de l'arbitre ou des arbitres.
- 2) Si une partie ne s'acquitte pas de ses obligations dans le cadre de la procédure de nomination convenue,

l'autre partie peut prier l'Autorité visée à l'article 17 de prendre les mesures voulues à sa place²⁷.

Article 16²⁸

- 1) Si les parties ne sont pas convenues de la procédure de nomination,

a) cas d'arbitrage par un arbitre unique, l'arbitre est nommé par l'Autorité visée à l'article 17;

b) En cas d'arbitrage par trois arbitres, chaque partie nomme un arbitre, et les deux arbitres ainsi nommés choisissent le troisième arbitre;

c) En cas d'arbitrage où le nombre des arbitres est égal à celui des parties, ou à un multiple de ce dernier nombre, chaque partie nomme un arbitre, ou le multiple voulu;

d) En cas d'arbitrage multipartite, où le nombre d'arbitres est supérieur d'une unité à celui des parties, chaque partie nomme un arbitre et l'arbitre supplémentaire est nommé par l'Autorité visée à l'article 17.]

- 2) Si, dans un arbitrage visé à l'alinéa b [, c ou d] du paragraphe 1, une partie ne procède pas à la nomination requise dans un délai de [30] jours après qu'elle en aura été priée par l'autre partie, ou si, dans un arbitrage visé à l'alinéa b du paragraphe 1, les deux arbitres ne nomment pas le troisième arbitre dans un délai de [30] jours après avoir été nommés, ce dernier est nommé par l'Autorité visée à l'article 17.

Article 17

- 1) L'Autorité visée aux articles 9 (2) c, 10, 11 b, 15 (2), 16 (1) a, d (2) et . . . est . . . (par exemple, une chambre donnée d'un tribunal donné, le président d'un tribunal donné, à déterminer par chaque Etat lorsqu'il décrètera la loi type²⁹).

- 2) L'Autorité agit sur la demande d'une des parties ou du tribunal arbitral, à moins que la présente Loi n'en dispose autrement.

²⁷ On a avant tout envisagé ici le cas où le défendeur, bien que tenu en vertu de la convention d'arbitrage de nommer le deuxième arbitre, ne procède pas à cette nomination dans le délai convenu.

²⁸ Ce projet d'article vise à réglementer la procédure de nomination non seulement dans le cas prévu au paragraphe 2 de l'article 14, c'est-à-dire lorsque les parties ne sont pas convenues du nombre d'arbitres, mais également dans les cas où elles sont convenues du nombre, mais non de la procédure à suivre. Il n'est peut-être cependant pas souhaitable qu'une loi type énonce toutes les procédures à suivre selon le nombre d'arbitres retenu par les parties, étant donné la liberté illimitée que leur confère le paragraphe 1 de l'article 14. Ainsi, on pourrait envisager de ne stipuler des règles de procédure que pour les deux nombres sans doute les plus courants et les plus pratiques, c'est-à-dire un arbitre ou trois arbitres.

²⁹ L'Autorité envisagée dans cette disposition serait un organe judiciaire spécialisé dans les questions d'arbitrage, prêtant son concours de diverses manières spécifiées dans la loi type.

²⁴ Ce projet de disposition est conforme en substance au paragraphe 2 de l'article 12 et au paragraphe 1 de l'article 13 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, à l'exception de la variante relative à la clôture de la procédure qui, si elle est adoptée, devra être examinée dans le cadre de la question générale de la clôture de la procédure arbitrale, à la section IV.11.

²⁵ On trouvera les débats et conclusions pertinents du Groupe de travail aux paragraphes 46 à 50 du document A/CN.9/216.

²⁶ Ces variantes sont proposées afin d'inciter le Groupe de travail à envisager quels seraient les effets d'une clause violant le principe de l'égalité des parties : invalidité de l'ensemble de la convention d'arbitrage, ou de cette clause seulement.

3) Lorsqu'elle nomme un arbitre, l'autorité a égard à des considérations propres à garantir la nomination d'un arbitre indépendant et impartial et, lorsqu'elle nomme un arbitre unique ou un arbitre supplémentaire aux termes de l'article 16 (1) *a* ou *b* [ou *d*], tient également compte du fait qu'il peut être souhaitable de nommer un arbitre d'une nationalité différente de celle des parties³⁰.

IV. Procédure arbitrale

1. Lieu de l'arbitrage³¹

Article 18

1) Les parties à une convention d'arbitrage sont libres de déterminer le lieu où l'arbitrage sera rendu, ou d'autoriser une tierce personne ou institution à le faire.

2) Faute d'une telle détermination, ce lieu est fixé par le tribunal arbitral, compte tenu des circonstances de l'arbitrage [, notamment dans un souci de commodité pour les parties].

2. à 4. Procédure arbitrale en général, preuves, experts³²

Article 19

1) Le tribunal arbitral peut procéder à l'arbitrage comme il le juge approprié :

a) Sous réserve des dispositions des articles 20 à 24 et de toutes instructions données par les parties dans la convention d'arbitrage³³;

b) Pourvu que les parties soient traitées sur un pied d'égalité et qu'à tout stade de la procédure chaque partie ait toute possibilité de faire valoir ses droits et proposer ses moyens³⁴.

2) Les pouvoirs conférés au tribunal arbitral par le paragraphe 1 comprennent celui d'adopter ses propres règles en matière de preuve et de juger de la recevabilité, de la pertinence et de l'importance des preuves présentées. [Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 *a*, les parties ne peuvent interdire au tribunal arbitral de recourir à un expert s'il le juge nécessaire pour trancher le différend.]

³⁰ Ce projet de disposition se fonde sur le paragraphe 4 de l'article 6 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le Groupe de travail souhaitera peut-être envisager d'ajouter une disposition similaire au paragraphe 3 de l'article 6, relative à l'utilisation du système des listes.

³¹ On trouvera les débats et conclusions pertinents du Groupe de travail aux paragraphes 53 à 55 du document A/CN.9/216.

³² On trouvera les débats et conclusions pertinents du Groupe de travail aux paragraphes 56 à 60, 63 et 64 du document A/CN.9/216.

³³ Cet alinéa pourra être traité lors de l'examen des articles qui y sont mentionnés. Le Groupe de travail souhaitera peut-être alors envisager dans quelle mesure ces dispositions devraient avoir force obligatoire (pour ce qui est de l'article 20, voir A/CN.9/216, par. 57).

³⁴ Ce projet de disposition est similaire au paragraphe 1 de l'article 15 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

Article 20³⁵

1) A la demande de l'une ou l'autre partie et à tout stade de la procédure, le tribunal arbitral organise une procédure orale pour la production de preuves par témoins, y compris des experts, ou pour l'exposé oral des arguments. Si aucune demande n'est formée en ce sens, le tribunal arbitral décide s'il convient d'organiser une telle procédure ou si la procédure se déroulera sur pièces.

2) Toutes les pièces ou informations que l'une des parties fournit au tribunal arbitral doivent être communiquées [en même temps] [par elle]³⁶ à l'autre partie.

Article 21³⁷

Nonobstant les dispositions de l'article 18, le tribunal arbitral peut :

a) Entendre des témoins et tenir des réunions pour se consulter, en tout lieu qui lui conviendra, compte tenu des circonstances de l'arbitrage;

b) Se réunir en tout lieu qu'il jugera approprié aux fins d'inspection de marchandises ou d'autres biens et d'examen de pièces. Les parties en seront informées suffisamment longtemps à l'avance pour avoir la possibilité d'assister à la descente sur les lieux.

Article 22³⁸

1) Le tribunal arbitral peut nommer un ou plusieurs experts chargés de lui faire rapport par écrit sur les points précis qu'il déterminera³⁹.

2) Sauf stipulation contraire de la convention d'arbitrage,

a) Une copie du mandat de l'expert, tel qu'il a été fixé par le tribunal arbitral, est communiquée aux parties;

b) Les parties fournissent à l'expert tous renseignements appropriés ou soumettent à son inspection toutes pièces ou toutes choses pertinentes qu'il pourrait leur demander. Tout différend s'élevant entre une partie et l'ex-

³⁵ Ce projet d'article reprend les paragraphes 2 et 3 de l'article 15 de Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

³⁶ Les mots placés entre crochets devront sans doute être supprimés si les dispositions acquièrent force obligatoire (voir la note 33), car, en vertu de certains règlements d'arbitrage ou procédures administratives, copie des communications adressées par une partie est communiquée à l'autre partie par le tribunal arbitral ou par un organisme administratif, et donc non « par elle », ni « en même temps ».

³⁷ Ce projet d'article reprend les paragraphes 2 et 3 de l'article 16 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

³⁸ Ce projet d'article se fonde sur l'article 27 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Si le Groupe de travail adopte le paragraphe 2, il envisagera peut-être d'inclure des règles complémentaires sur les preuves et les audiences, fondées sur les articles 24 et 25 (1 à 5) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

³⁹ Pour ce qui est du droit qu'auraient les parties d'interdire au tribunal arbitral de recourir à un expert, voir le projet d'article 19 (2).

pert au sujet du bien-fondé de la demande sera soumis au tribunal arbitral, qui tranchera;

c) Dès réception du rapport de l'expert, le tribunal arbitral communique une copie du rapport aux parties, lesquelles auront la possibilité de formuler par écrit leur opinion à ce sujet. Les parties ont le droit d'examiner tout document invoqué par l'expert dans son rapport;

d) A la demande de l'une ou l'autre des parties, l'expert, après la remise de son rapport, [peut être] [est] entendu à une audience à laquelle les parties ont la possibilité d'assister, de l'interroger et de faire venir en qualité de témoins des experts qui déposeront sur les questions litigieuses.

5. Mesures provisoires ou conservatoires⁴⁰

Article 23⁴¹

Le tribunal arbitral [, s'il y est autorisé par les parties,] peut ordonner [ou prendre], à la demande de l'une ou l'autre partie, [toute mesure provisoire qu'il juge nécessaire en ce qui concerne l'objet du litige, notamment] des mesures conservatoires pour les marchandises litigieuses, en prescrivant par exemple leur dépôt entre les mains d'un tiers ou la vente de denrées périssables. Le tribunal arbitral peut exiger un cautionnement au titre des frais occasionnés par ces mesures.

7. Défaut⁴²

Variante A :

Article 24 A⁴³

1) Si, dans le délai fixé par le tribunal arbitral, le demandeur n'a pas présenté sa requête et n'a pu invoquer

⁴⁰ On trouvera les débats et conclusions pertinents du Groupe de travail aux paragraphes 65 à 67 du document A/CN.9/216.

⁴¹ Ce projet d'article se fonde sur les paragraphes 1 et 2 de l'article 26 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, si ce n'est que certaines variantes y sont proposées, compte tenu des avis exprimés par le Groupe de travail.

⁴² On trouvera les débats et conclusions pertinents du Groupe de travail au paragraphe 71 du document A/CN.9/216.

⁴³ Les paragraphes 1 à 4 de ce projet d'article se fondent sur l'article 28 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le paragraphe 5 propose une méthode possible de contrôle judiciaire que le Groupe de travail souhaitera peut-être examiner; en tant que variante du projet d'article 24 B, si l'on envisage un contrôle judiciaire de quelque sorte que ce soit sur la procédure par défaut.

un empêchement légitime, le tribunal arbitral ordonne la clôture de la procédure arbitrale.

2) Si, dans le délai fixé par le tribunal arbitral, le défendeur n'a pas présenté sa réponse, sans invoquer d'empêchement légitime, le tribunal arbitral ordonne la poursuite de la procédure.

3) Si l'une des parties, convoquée par écrit au moins [20] jours à l'avance, ne comparait pas à l'audience, sans invoquer d'empêchement légitime, le tribunal arbitral peut poursuivre l'arbitrage; s'il en décide ainsi, il notifie les parties par écrit.

4) Si l'une des parties, invitée par écrit à produire des documents, ne les présente pas dans un délai fixé d'au moins [20] jours, le tribunal arbitral peut statuer sur la base des éléments de preuves dont il dispose; s'il en décide ainsi, il notifie les parties par écrit.

[5) Dans un délai de 15 jours après qu'a été donné l'ordre mentionné au paragraphe 1 ou 2, ou après la notification mentionnée au paragraphe 3 ou 4, la partie en défaut peut prier l'Autorité visée à l'article 17 de réviser la décision du tribunal arbitral afin de déterminer si les conditions énoncées au paragraphe pertinent du présent article étaient remplies.]

Variante B :

Article 24 B

Si, sans invoquer d'empêchement légitime,

a) Le défendeur ne présente pas sa défense dans le délai fixé par le tribunal arbitral; ou

b) L'une des parties, convoquée par écrit au moins [20] jours à l'avance, ne comparait pas à l'audience; ou

c) L'une des parties, invitée par écrit à produire des documents, ne les présente pas dans un délai donné d'au moins [20] jours,

l'autre partie peut prier l'Autorité visée à l'article 17 [d'autoriser le tribunal arbitral à poursuivre la procédure] [d'ordonner au tribunal arbitral de poursuivre la procédure].